



20 octobre 2015

LA VICTOIRE LIBÉRALE DEVRAIT METTRE LES INFRASTRUCTURES À L'AVANT-PLAN

Au pouvoir pour la première fois depuis 2004, le Parti libéral forme un gouvernement majoritaire

- Il semble que le Parti libéral fédéral dirigé par Justin Trudeau ait remporté 184 sièges (54 % de la Chambre des communes récemment élargie) aux élections d'hier – une nette remontée par rapport aux 36 sièges (12 %) qu'il détenait auparavant – franchissant aisément le seuil de la majorité de 170 sièges.
- Les libéraux ont enregistré des gains substantiels dans les provinces de l'Atlantique, raflant les 32 sièges de la région, en plus de réaliser des progrès impressionnants au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique.
- Le Parti conservateur a fait élire 99 députés, en baisse par rapport aux 159 qu'il détenait avant le déclenchement des élections. De fait, les conservateurs formeront l'opposition officielle. L'ancien premier ministre Stephen Harper a annoncé qu'il quittait ses fonctions de chef du parti, lequel se cherchera un chef intérimaire. Enfin, le NPD dirigé par Thomas Mulcair a obtenu 44 sièges, ce qui représente une perte de 51 sièges.
- Porté à la tête d'un gouvernement majoritaire, le Parti libéral a reçu un mandat clair des électeurs sur la base de sa plateforme électorale.

La plateforme libérale met l'accent sur les infrastructures et une réforme fiscale

- Dans sa plateforme électorale, le Parti libéral a promis de réformer le régime fiscal et d'augmenter les dépenses en infrastructures en s'appuyant sur des déficits.
- De nombreux programmes fiscaux des conservateurs, comme le fractionnement du revenu et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, devraient être abolis et remplacés par de nouveaux programmes et prestations. Une nouvelle allocation canadienne aux enfants destinée à la classe moyenne devrait être offerte, et le taux d'imposition des particuliers qui gagnent entre 44 701 \$ et 89 401 \$ par année devrait passer de 22 % à 20,5 %.
- Une nouvelle tranche d'imposition devrait être créée à 33 % pour les particuliers gagnant plus de 200 000 \$ par année. Les taux marginaux d'imposition maximaux combinés seraient ainsi de 43 % à 58,75 %, selon la province. Le Nouveau-Brunswick afficherait le taux combiné le plus élevé, et plusieurs autres provinces, dont la Nouvelle-Écosse, le Québec et l'Ontario, franchiraient la barre des 50 %.
- On s'attend à ce que le fractionnement du revenu soit éliminé et à ce que le plafond de cotisation au compte d'épargne libre d'impôt (CELI) soit ramené de 10 000 \$ à 5 500 \$. Ce plafond demeurera toutefois indexé en fonction de l'inflation.
- Le taux d'imposition des petites entreprises devrait passer de 11 % à 9 %. De plus, le taux de cotisation à l'assurance-emploi devrait passer de 1,88 % à 1,65 %, et l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse devrait être rétabli à 65 ans.
- La plateforme libérale prévoit aussi une réforme et un élargissement du Régime de pensions du Canada pour venir en aide à ceux qui n'ont pas accès à un régime de retraite d'employeur. Les détails

de cette réforme n'ont pas encore été dévoilés.

- Les libéraux se sont également engagés à augmenter les dépenses en infrastructures de cinq milliards de dollars pour les exercices 2016-2017 et 2017-2018. Les détails et les échéanciers de ces projets ne sont pas encore connus.

Le plan budgétaire devrait stimuler légèrement l'économie

- Pour financer ses promesses électorales, le nouveau gouvernement envisage d'enregistrer des déficits d'environ 10 milliards de dollars par année pendant les deux prochaines années, et vise un retour à l'équilibre en 2019-2020. Compte tenu de la faiblesse des coûts d'emprunt et des perspectives de croissance économique encourageantes, ces déficits devraient entraîner une légère hausse du niveau de la dette fédérale par rapport au plan budgétaire actuel. Le tableau 1 montre l'effet net du plan budgétaire libéral en comparaison avec le plan des conservateurs dévoilé au printemps 2015.

- Même si la dette fédérale sera vraisemblablement plus élevée que ce qu'elle aurait pu être, elle continuera sa progression descendante par rapport au PIB. On prévoit que la dette nette fédérale atteindra 26,5 % du PIB d'ici 2021, en baisse d'environ 30 % par rapport à aujourd'hui, ce qui sera encore le plus bas niveau parmi tous les pays du G7.

- En ce qui a trait à la croissance, nos prévisions évolueront probablement à mesure que de nouvelles politiques seront mises en œuvre et que de plus amples renseignements seront disponibles.

Exercice	2016-17	2017-18	2018-19	2019-20
Revenus budgétaires	1,1 %	1,2 %	1,2 %	1,3 %
Charges de programme	1,6 %	1,6 %	1,5 %	1,5 %
Frais de la dette publique	0,01 %	0,02 %	0,03 %	0,04 %
Solde budgétaire	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,2 %
Dette fédérale	0,4 %	0,8 %	1,1 %	1,3 %

Sources : Parti libéral du Canada, Ministère des Finances Canada, Services économiques TD

- Il est encore trop tôt pour se prononcer sur les répercussions qu'aura le programme libéral de dépenses en infrastructures s'il se concrétise, mais il pourrait alimenter la croissance annuelle en 2016 et en 2017 de 0,1 et de 0,3 point de pourcentage, respectivement.

- Il est peu probable que les résultats de l'élection aient des effets notables sur la Banque du Canada, qui publie demain son rapport trimestriel sur la politique monétaire. Même si l'effet stimulant des dépenses en infrastructures donnera un coup de fouet à l'économie, il est possible que l'essentiel des retombées se fasse sentir alors que l'écart de production se sera déjà refermé.

- Selon nos prévisions actuelles, la Banque du Canada commencera à hausser les taux d'intérêt en juillet 2017, faisant passer son taux directeur de 0,5 % à 1,25 % d'ici la fin de 2017. Il se peut qu'une accélération de la croissance soutenue par les dépenses en infrastructures amène la Banque à augmenter les taux plus tôt, et peut-être même de façon plus dynamique.

Les marchés sont en mode réactif, mais les effets devraient être de courte durée

- Le jour de l'élection, le dollar canadien était en baisse par rapport au dollar américain, tout comme le TSX. Le dollar canadien a poursuivi sa descente en soirée, à mesure qu'étaient dévoilés les résultats électoraux, mais est depuis remonté et se négociait – à 7 h 45 ce mardi – à un niveau supérieur à celui enregistré à la fermeture des marchés la veille.

- Les sondages préélectorales laissaient entrevoir un gouvernement libéral minoritaire, ce qui faisait augmenter les risques d'un pic de volatilité causé par des votes de défiance potentiels. L'élection d'un gouvernement majoritaire est venue éliminer ce risque.

- Du côté des taux d'intérêt, les conséquences de l'élection devraient être minimales. Bien que l'engagement de financer les dépenses en infrastructures en enregistrant des déficits puisse peser sur les taux d'intérêt, les répercussions devraient être mineures et ne se faire sentir que dans le segment à très long terme de la courbe des taux, compte tenu des dynamiques budgétaires favorables et de la faible ampleur de cet engagement.



This report is provided by TD Economics. It is for informational and educational purposes only as of the date of writing, and may not be appropriate for other purposes. The views and opinions expressed may change at any time based on market or other conditions and may not come to pass. This material is not intended to be relied upon as investment advice or recommendations, does not constitute a solicitation to buy or sell securities and should not be considered specific legal, investment or tax advice. The report does not provide material information about the business and affairs of TD Bank Group and the members of TD Economics are not spokespersons for TD Bank Group with respect to its business and affairs. The information contained in this report has been drawn from sources believed to be reliable, but is not guaranteed to be accurate or complete. This report contains economic analysis and views, including about future economic and financial markets performance. These are based on certain assumptions and other factors, and are subject to inherent risks and uncertainties. The actual outcome may be materially different. The Toronto-Dominion Bank and its affiliates and related entities that comprise the TD Bank Group are not liable for any errors or omissions in the information, analysis or views contained in this report, or for any loss or damage suffered.